

Le Socialiste

41e année - Rs 5.00 - No 10523 - JEUDI 26 JANVIER 2023 «Le courage c'est de chercher la vérité et de la dire» - Jaurès

Un Quotidien d'information, libre et indépendant

Le Conseil mauricien de la recherche et de l'innovation et le Centre spatial Mohammed Bin Rashid signent un accord-cadre



Page 3



Jagutpal rencontre un chirurgien buccal et maxillo-facial à l'hôpital Victoria

Page 3

Foot News



Jakub Kiwior:
Arsenal signe le défenseur polonais de Spezia dans un accord d'une valeur de 20 millions de livres sterling

Page 8



West Ham signe Danny Ings d'Aston Villa pour 15 millions de livres sterling

Page 8

Après trois ans de sanctions américaines, Huawei sort du marasme économique



Page 4

Au Pakistan, l'électricité de retour après une panne géante



Page 4

Cameroun : après l'assassinat du journaliste Martinez Zogo, colère et peur chez ses pairs



Page 5

A la télé aujourd'hui



06.00 Local: Rodrig - Klip Selektion
07.00 Local: Rodrig Prog
07.40 Local: Ero Deryer Rido
08.10 Local Prod: Elle
09.55 Doc: Son Ladan Mem
11.04 Doc: World Capitals
12.00 Le Journal
12.30 Tele: Fierce Angel
14.35 D.Anime: Briko
14.46 D.Anime: Cat & Keet
15.21 D.Anime: Pet Alien



07.00 DDI Live
09.58 Serial: Agniphera
12.00 Film: Barsaat
14.38 Mag: DDI Mag
15.00 Live: Samachar
15.22 Saare Tujhyachsathi
15.45 Serial: Bommarillu
16.02 Sondha Bandham
16.26 Ishq Zahe Naseeb
16.41 Saaton Vachanwa Saath Nibhaib Sajna



06.00 Mag: Motorweek
06.24 Mag: Vous Et Nous
06.57 Mag: Arts.21
07.55 Fine Arts Sculptures
11.43 Mag: Motorweek
12.09 Local: Vous Et Nous
12.37 Doc: World Heritage
13.38 Doc: Planet Home
15.37 Mag: Focus On Europe
17.27 Mag: Motorweek



01.28 Film: Mon Mariage Avec Mon Meilleur...
02.52 Serial: Scorpion
03.32 Le Poids Des Mensonges
05.18 Tele: Tour De Babel
06.06 Serial: Queens Of Mystery
06.48 Film: Mon Mariage Avec...
08.50 Serial: Pure Genius



07.00 Film: Paayal
11.29 / 20.26 - adha Krishna
12.00 / 21.01 - Anupamaa
12.31 / 21.31 - Mere Sai
13.03 / 21.56 - Kismat Ki Lakiron Se
13.34 / 22.20 - Yeh Teri Galiyan
14.00 / 22.52 - Patiala Babes

15.32 D.Anime: Where's Waldo
15.54 D.Anime: Sabrina
17.25 Serial: Backstage
18.00 Live: Samachar
18.30 Serial: Jijaji Chhat Par Hain
18.56 Local: Tirth Yatra
19.30 Le Journal
20.30 Film: Shaadi Teri Bayajenge Hum Band

17.09 Bhakharwadi
17.35 Local: Amrit Vaani
17.45 Local: Bhajan Sandhya
18.00 Serial: Ancient Detective
18.30 Mag: DDI Mag
19.30 Serial: Radha Krishna
20.04 Local: Les Grandes Lignes
21.20 Film: Legacy With Justin Chatwin, Peter Stormare

18.00 Mag: Eco India
18.26 Mag: Shift
19.30 Mag: Tomorrow Today
20.01 Doc: Skuld, A Look Into...
20.30 Local: News (English)
20.50 Doc: Fine Arts Sculptures
21.48 Doc: Les Grands Mythes
22.17 Doc: A Catastrophe In Court
23.00 Doc: - Bahrain - Party
23.42 Doc: Foodland
23.45 Mag: Eco India

09.30 La Beaute Du Diable
10.19 Tele: Fierce Angel
11.05 Serial: Scorpion
12.00 Le Poids Des Mensonges
13.30 Tele: Tour De Babel
14.40 Film: Mon Mariage Avec...
16.40 Serial: Pure Genius
17.15 Queens Of Mystery
18.05 La Beaute Du Diable
19.00 Tele: Fierce Angel
19.36 Serial: Hank Zipzer
20.05 L'envers Du Paradis
20.30 Madam Secretary

14.25 - Mag 100 Year Of Indian Cinema
15.00 / 21.46 - Bade Acche Lagte Hai 2
15.24 Film: Teesri Aankh Starring Sunny Deol, A. Patel, Neha Dhupia
18.00 Samachar
18.30 Kundali Bhagya
18.59 Udaariyaan
19.31 Kuch Rang Pyar Ke Aise...
20.01 Sasural Simar Ka 2
20.36 Radha Krishna

Le Socialiste

Un Quotidien d'information, libre et indépendant

Directeur-Rédacteur en chef: Vedi Ballah

Administration: 2ème étage, Cubic Court, 30A, rue Mère Barthélemy, Port-Louis
Tel: 214 1584 -- Tel/Fax: 208 8003

E-mail: lapresselibreesocialiste@yahoo.fr

Website: Lesocialiste.info

Facebook: Lesocialiste.info

Le ministère américain de la Justice poursuit Google pour monopole



Le ministère américain de la Justice a porté plainte mardi contre le géant de la recherche sur internet Google pour «monopole» sur le marché de la publicité en ligne, d'après un document judiciaire.

«Google a utilisé des méthodes anticoncurrentielles et illégales pour éliminer, ou réduire drastiquement, toute menace à sa domination sur les technologies utilisées pour la publicité numérique», assène l'autorité.

Le ministère et huit États américains, dont la Californie et New York, demandent à la justice de condamner le groupe californien pour infraction au droit de la concurrence, de lui faire payer des dommages et d'ordonner la cession de ses activités liées à la vente d'espaces publicitaires en ligne.

La plainte explique que Google contrôle aussi bien les technologies utilisées par «quasiment tous les sites web» pour vendre des banderoles ou fenêtres pop-up aux marques, que les outils dont se servent les annonceurs pour acheter ces espaces, ainsi que le marché où ont lieu les transactions.

«Les dommages sont clairs: les éditeurs de sites internet gagnent moins, et les annonceurs dépensent plus», assènent les plaignants.

«Bien que Google ait affaire à une concurrence accrue depuis quelques années, sa part de marché reste inégalée», note Evelyn Mitchell, analyste d'Insider Intelligence.

Selon elle, le groupe récolte plus d'un quart de toutes les dépenses publicitaires numériques et plus de la moitié des recettes publicitaires adossées aux recherches en ligne.

Le ministère «essaie de désigner des gagnants et des perdants» dans le secteur de la publicité numérique, qui est «déjà hautement concurrentiel», a réagi un porte-parole de Google.

La société dit estimer que si le ministère l'emportait, son approche

«ralentirait l'innovation, augmenterait les frais de publicité et rendrait plus difficile la croissance de milliers de petites entreprises et d'éditeurs».

«La concurrence pour les recettes publicitaires est féroce en ligne et hors ligne», appuie la CCIA (Computer & Communications Industry Association) dans un communiqué.

Cette association professionnelle qui représente l'industrie estime que le ministère devrait prendre en compte l'ensemble du marché publicitaire, pas seulement la partie numérique.

«La position du gouvernement selon laquelle les pubs en ligne ne sont pas en concurrence avec le papier, la radio, la télévision et les panneaux dans la rue défie la raison», lance la CCIA.

Mais pour le ministère et les huit États, c'est bien d'internet qu'il s'agit.

«Un internet ouvert» est «indispensable à la vie américaine», énonce la plainte en introduction.

Les plaignants font valoir que les publicités numériques sont nécessaires pour financer les sites internet, et qu'elles sont «achetées et vendues dans des volumes énormes en quelques fractions de seconde», selon un fonctionnement très différent de celui des journaux imprimés ou régies des chaînes télévisées.

«Plus de 13 milliards de publicités sont vendues chaque jour» sur le web aux États-Unis, ajoutent les plaignants.

nants.

Ils assurent que Google a abusé de sa position dominante pour exclure ses rivaux, notamment en «prenant systématiquement le contrôle d'une large variété d'outils de haute technologie utilisés par les éditeurs, les annonceurs et autres acteurs du marché».

«Nous accusons Google d'avoir capté les revenus des éditeurs pour ses propres profits et puni ceux qui cherchaient des alternatives», a déclaré la ministre adjointe Vanita Gupta, citée dans un communiqué.

«Ces méthodes ont affaibli l'internet libre et ouvert, et fait augmenter les coûts pour les entreprises et pour le gouvernement des États-Unis, y compris l'armée», a-t-elle insisté.

C'est la deuxième plainte lancée par le ministère contre le groupe californien depuis l'investiture du président Joe Biden il y a deux ans. La première, qui porte sur la domination de son moteur de recherche, doit déboucher sur un procès cette année.

Google a déjà été condamné dans le passé à des amendes pour infraction au droit de la concurrence, notamment par l'Union européenne.

Aux États-Unis, l'entreprise affronte déjà des poursuites lancées fin 2020 par une coalition d'États emmenée par le Texas.

Selon leurs accusations, Google a cherché à évincer toute concurrence en manipulant les ventes aux enchères publicitaires.

«Google devrait être inquiet», constate Evelyn Mitchell. La société «pourrait être forcée de vendre une partie de son activité publicitaire».

Joe Biden a récemment appelé les élus républicains et démocrates à se mettre enfin d'accord sur des lois pour mieux réguler les pratiques des géants technologiques.

Joe Biden demande au Congrès d'agir «vite» pour restreindre l'accès aux fusils d'assaut



Après une nouvelle série de tueries par armes à feu, Joe Biden a relancé mardi un appel à interdire ou au moins restreindre l'accès aux fusils d'assaut, en demandant au Congrès d'agir «vite».

«Le fléau de la violence par armes à feu en Amérique exige une action plus forte», a déclaré le président américain, après que sept personnes ont perdu la vie lundi dans une fusillade à Half Moon Bay (Californie), la deuxième en deux jours à frapper la communauté d'origine asiatique dans cet État de l'Ouest.

Condamnant ce «nouvel acte de violence insensé», le démocrate de 80 ans mentionne deux projets de législation déposés mardi par trois sénateurs de son parti.

L'un vise à interdire purement et simplement la commercialisation de fusils d'assaut «de type militaire».

L'autre, plus modeste, vise à porter de 18 à 21 ans l'âge légal pour acheter un fusil d'assaut aux États-Unis.

«Je demande une nouvelle fois aux deux chambres du Congrès d'agir vite et d'envoyer ce projet d'interdic-

tion des fusils d'assaut sur mon bureau» pour ratification, écrit Joe Biden.

Le président américain réclame depuis longtemps, en vain, de rétablir aux États-Unis une interdiction des fusils d'assaut, telle qu'elle avait existé entre 1994 et 2004, mais il bute sur l'opposition du parti républicain, lequel se pose en défenseur du droit constitutionnel à détenir des armes.

Depuis le début de l'année, le parti conservateur contrôle l'une des chambres du Congrès, ce qui rend peu probable une interdiction pure et simple.

Samedi, un homme d'origine asiatique et âgé de 72 ans, armé d'un fusil d'assaut, avait fait irruption dans le Star Ballroom Dance Studio de Monterey Park (Californie), où il a tiré 42 balles et tué 11 hommes et femmes, tous âgés de plus de 50 ans.

Lundi, c'est à 600 kilomètres au nord de là, à Half Moon Bay, qu'un autre individu, également d'origine asiatique, a tué au moins sept travailleurs agricoles chinois dans deux fermes.

Les fusillades, que ce soit dans des commerces, des lieux de culte, dans la rue, dans des stades ou des écoles, rythment le quotidien des États-Unis. Il faut désormais que le nombre de victimes soit particulièrement important ou les circonstances particulièrement marquantes pour qu'elles suscitent un intérêt médiatique national.

Environ 49 000 personnes sont mortes par balle en 2021 aux États-Unis, contre 45 000 en 2020, qui était déjà une année record. Cela représente plus de 130 décès par jour, dont plus de la moitié sont des suicides.

Le Conseil mauricien de la recherche et de l'innovation et le Centre spatial Mohammed Bin Rashid signent un accord-cadre

Un accord-cadre entre le Mauritius Research and Innovation Council et le Centre spatial Mohammed Bin Rashid des Émirats arabes unis (EAU) a été signé, lors d'une cérémonie qui s'est tenue à l'hôtel Le Labourdonnais Waterfront à Port Louis.

L'accord-cadre de coopération dans le domaine de l'espace extra-atmosphérique et des technologies spatiales a été signé par le ministre des technologies de l'information, de la communication et de l'innovation, M. Darsanand Balgobin, et le directeur général du Centre spatial Mohammed bin Rashid, M. Salem Humaid Al Marri.

Au départ, le ministre Balgobin a mis en avant les programmes phares spatiaux du Centre spatial Mohammed Bin Rashid, qu'il a jugés impressionnantes. Les programmes vont de la conception, la construction et le lancement de satellites dans l'espace et l'envoi d'astronautes émiratis à la Station spatiale internationale à l'établissement d'une colonie durable sur la planète Mars au cours des 100 prochaines années.

Selon le ministre Balgobin, l'accord-cadre permettrait au Conseil mauricien de la recherche et de l'innovation et au Centre spatial Mohammed Bin Rashid d'engager des discussions et des séances de travail pour définir et mettre en œuvre plusieurs aspects clés du programme spatial mauricien. Il a déclaré que la portée de l'accord comprenait, entre autres, des conseils d'experts pour l'élaboration d'une feuille de



route/stratégie spatiale et d'une politique spatiale ; des conseils techniques pour développer la structure, les sous-systèmes et la charge utile du satellite qui seraient utiles aux deux parties ; facilitation de la création de nouvelles start-ups dans le domaine de la technologie satellitaire/spatiale ; et l'utilisation optimale des installations de la station spatiale au sol à Maurice pour suivre et télécharger les données satellitaires des Émirats arabes unis, le cas échéant.

Les opportunités potentielles offertes par les technologies spatiales pour le développement socio-économique durable

de Maurice ont également été soulignées par M. Balgobin, notamment dans les domaines du renforcement des capacités, de la gestion des risques de catastrophe, de la surveillance météorologique et climatique, de la connectivité aux zones reculées, ainsi que de la surveillance maritime, et la sécurité concernant les 2,3 millions de kilomètres carrés de zone économique exclusive du pays. "Si nous adoptons les bonnes stratégies, nous espérons que nous serons bientôt en mesure de gérer et d'exploiter durablement nos ressources océaniques et" spatiales "et de nous engager dans la recherche et le

développement haut de gamme pour favoriser l'innovation dans le pays", a-t-il déclaré.

Pour sa part, le directeur général du Centre spatial Mohammed bin Rashid a souligné que l'accord renforcerait non seulement les relations bilatérales mais serait également bénéfique pour les deux parties. "Maurice et les Émirats arabes unis pourraient apprendre et bénéficier l'un de l'autre, car le Centre spatial travaillerait en étroite collaboration avec des institutions mauriciennes", a-t-il déclaré.

M. Salem Humaid Al Marri a ainsi élaboré sur les futurs domaines de collaboration tels que permettre aux ingénieurs et étudiants mauriciens de suivre une formation en direct sur le système satellitaire à Dubaï, et permettre à Maurice d'accéder à l'espace grâce à la fourniture d'une plate-forme où caméras, charges utiles et systèmes du pays pourraient être envoyés dans l'espace.

Le directeur général du Centre spatial a par ailleurs souligné qu'en vertu de l'accord, les étudiants mauriciens pourraient participer à une session en direct avec l'astronaute émirati Sultan Al Neyadi, qui se rendrait à la Station spatiale internationale (ISS) pour une mission de six mois à fin février 2023. M. Salem Humaid Al Marri était d'avis que cette initiative inciterait les étudiants à en savoir plus sur la science et l'exploration spatiale.

Jagutpal rencontre un chirurgien buccal et maxillo-facial à l'hôpital Victoria

Le ministre de la Santé et du Bien-être, le Dr Kailash Kumar Singh Jagutpal, a rencontré, à l'hôpital Victoria de Candos, le directeur du Balaji Dental and Craniofacial Hospital à Teynampet en Inde, et le chirurgien buccal et maxillo-facial, le Dr S.M.Balaji.

Le Dr S.M Balaji est actuellement en mission d'une semaine à Maurice pour le dépistage de 35 patients mauriciens souffrant de fente labiale et palatine, ainsi que pour participer à des conférences sur le traitement précoce des fentes et la mécanothérapie fixe pour les chirurgiens-dentistes mauriciens au Victoria Hôpital. Il est accompagné de son équipe et sera assisté localement par le personnel médical de l'hôpital lors des entraînements.

Dans une déclaration, le Dr Jagutpal a souligné que le Dr Balaji et son équipe sont à Maurice dans le cadre de la collaboration entre le Victoria Hospital et le Balaji Dental and Craniofacial Hospital depuis août 2022. Cette collaboration, a-t-il souligné, vise à offrir une meilleure prise en charge des fentes labiales et les patients souffrant de fente palatine.

Le ministre de la Santé a rappelé que plusieurs initiatives ont été entreprises en ce qui concerne le traitement des patients atteints de fente labiale et palatine suite à la précédente visite officielle du Dr Balaji à Maurice. Ils comprennent : la signature d'un protocole d'accord entre le ministère de la Santé et du Bien-être et l'organisation non gouvernementale, Smile Train Association, visant à fournir aux enfants nés avec une fente une prise en charge globale et psychosociale ; l'amélioration des traitements multidisciplinaires impliquant, entre autres, les orthodontistes, les orthophonistes, les pédiatres et les gynécologues.



Sur cette note, le Dr Jagutpal a réitéré l'engagement de son ministère à fournir les meilleurs soins possibles aux enfants et aux adultes qui ont une fente labiale et une fente palatine, et a félicité l'association Smile Train pour son aide. Il a souligné que c'est la première fois que le traitement de ces patients est pris en charge dans un hôpital public à Maurice.

En outre, le ministre Jagutpal a fait remarquer qu'au cours de cette visite d'une semaine, le Dr Balaji et son équipe guideront et enseigneront de nouvelles techniques aux médecins concernés sur la façon de mieux traiter les patients atteints de déformations de la fente labiale et palatine. Il a également remercié le Dr Balaji d'avoir offert à l'hôpital Victoria des équipements et des consommables qui seront utilisés pour le traitement des patients atteints de fente labiale et palatine.

Quant au Dr Balaji, il a félicité le min-

istère de la Santé et du Bien-être pour avoir pris l'initiative de traiter les patients atteints de fente labiale et palatine dans les hôpitaux publics, ce qui, selon lui, n'a jamais été fait dans aucun autre pays. Il a également salué l'objectif du ministère d'enregistrer les personnes souffrant de malformations congénitales de fente sur le registre national de la fente. Cela, a-t-il indiqué, aidera à évaluer les patients atteints de malformations congénitales fendues et à fournir des conseils médicaux et non médicaux aux patients ou aux parents de bébés souffrant de malformations fendues.

Le Dr Balaji a en outre observé qu'à la suite du processus de dépistage effectué cette semaine, son équipe et lui-même retourneront à Maurice après six mois pour effectuer gratuitement des chirurgies buccales et maxillo-faciales sur des patients mauriciens.

Campagne de sensibilisation dans les zones inondables de la région de Plaine Magnien

Une campagne de nettoyage et de sensibilisation a été organisée le 21 janvier 2023 dans les zones inondables de la région de la Plaine Magnien, en présence du ministre des Infrastructures nationales et du Développement communautaire, M. Mahendranuth Sharma Hurreeram.

Le ministre de la Promotion de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs, M. Jean Christophe Stephan Toussaint, ainsi que d'autres personnalités et acteurs concernés étaient également présents.

Dans une déclaration, le ministre Hurreeram a souligné qu'à cette occasion, les autorités concernées ont pu faire le point sur l'état d'avancement des travaux concernant la construction de nouveaux drains, le curage de ceux existants, le dragage et le curage des rivières. Ce fut également l'occasion d'évaluer l'impact des fortes pluies récentes dans la région ; déterminer l'efficacité de l'infrastructure existante ; et trouver des solutions concernant les drains bloqués et les problèmes d'inondation dans la région, a-t-il souligné.

Le ministre a néanmoins déploré que certains citoyens se comportent encore de manière irresponsable en déversant des déchets tels que, par exemple, des matelas, des machines à laver et des réfrigérateurs usagés dans les rivières et les égouts. Il a ainsi saisi cette occasion pour exhorter la population à agir de manière plus responsable et à collaborer avec les autorités pour maintenir propres les égouts et les rivières, ainsi que l'environnement en général.

Au Pakistan, l'électricité de retour après une panne géante

Le représentant de l'industrie textile a estimé à 64 millions d'euros les pertes dans ce secteur essentiel, qui représente environ 60 % des exportations du pays.

L'électricité est revenue mardi 24 janvier au Pakistan, au lendemain d'une gigantesque panne qui s'est traduite par des millions d'euros de pertes pour l'industrie. La coupure avait débuté lundi à 7 h 30, heure locale, environ, affectant presque l'ensemble du pays de 220 millions d'habitants et ses plus grandes villes. Les services de téléphonie mobile ont également été perturbés, a tweeté l'Autorité pakistanaise des télécommunications.

L'électricité est revenue dans la nuit dans les grands centres urbains, dont les mégapoles de Karachi et Lahore. Le courant était de nouveau disponible partout dans le pays vers 5 h 15, heure locale, mardi, a annoncé le ministre de l'énergie, Khurram Dastgir Khan. Les délestages – qui épargnent l'industrie – seront toutefois fréquents au cours des deux prochains jours, le temps de redémarrer toutes les centrales nucléaires et celles à charbon, a-t-il prévenu lors d'une conférence de presse à Islamabad.

« Les usines doivent être redémarrées à zéro »

La défaillance est liée à une mesure de réduction des coûts prise dans un contexte de crise économique. Selon M. Khan, la panne a été causée par une variation de la fréquence électrique sur le réseau national, au redémarrage lundi matin des unités de production électrique temporairement éteintes la nuit en hiver pour économiser du carburant.



Le secrétaire général de l'Association des usines textiles du Pakistan, Shahid Sattar, a estimé à 70 millions de dollars (64 millions d'euros) les pertes dans ce secteur essentiel, qui représente environ 60 % des exportations pakistanaises. Près de 90 % des usines textiles du pays ont dû fermer lundi en raison de la coupure, a-t-il déclaré à l'Agence France-Presse :

« Chaque fois qu'il y a une panne de courant, les usines doivent être redémarrées à zéro, ce qui prend beaucoup de temps et d'énergie. On ne peut pas reprendre où on s'est arrêtés. Tous ces fils qui sont en train d'être teints ou traités, on ne peut plus les réutiliser. Cela provoque d'énormes pertes. »

L'économie pakistanaise est déjà chancelante dans le contexte de l'inflation galopante, de la chute libre de la

devise nationale – la roupie – et du niveau bas des réserves de change. Une telle coupure d'électricité ne fait qu'accroître la pression sur les petits commerces. Le système électrique du pays est un réseau complexe et fragile, où les dysfonctionnements peuvent rapidement se multiplier et les coupures de courant sont un problème récurrent.

La plupart des hôpitaux, des industries et des institutions gouvernementales sont équipés de générateurs de secours, mais les petits commerces et les ménages n'ont souvent pas les moyens de s'en procurer. A Karachi, des centaines de pompes à eau n'ont pas pu fonctionner pendant la coupure, ce qui a accentué les difficultés du secteur de la distribution d'eau, déjà très fragile dans la plus grande ville du Pakistan, qui compte 15 millions d'habitants.

« Il y a besoin d'investir dans le secteur de l'énergie, en particulier pour améliorer le système de distribution, qui a longtemps été négligé », a reconnu le ministre de l'énergie, M. Khan, lors d'une conférence de presse à Islamabad. Le premier ministre, Shehbaz Sharif, a présenté ses « sincères regrets pour le désagrément » causé aux Pakistanais. Une enquête a été ouverte et « les responsabilités seront déterminées », a-t-il déclaré sur Twitter.

Une panne similaire en janvier 2021 avait plongé l'essentiel du pays dans le noir, après un dysfonctionnement technique dans le Sud.

Après trois ans de sanctions américaines, Huawei sort du marasme économique



Le groupe chinois a pu enrayer la chute de son chiffre d'affaires provoqué par l'effondrement de ses ventes de smartphones. L'entreprise s'en tire grâce à la diversification et à sa position de numéro un mondial des équipements de télécommunications.

L'année 2019 avait été sombre pour Huawei. Un an après l'arrestation de Meng Wanzhou, fille du fondateur du groupe télécoms chinois, l'entreprise a été placée sur une liste noire américaine : il lui était interdit d'acheter le moindre composant – des puces électroniques, par exemple – aux Etats-Unis. Après trois ans de chute de son chiffre d'affaires, Huawei relève la tête.

Fin octobre 2022, le numéro un mondial des télécoms, et ex-numéro deux des smartphones, a publié des résultats en hausse pour le deuxième trimestre d'affilée, signe que les nouvelles activités développées par l'entreprise commencent à payer. Le groupe souligne que ses ventes d'équipements de réseaux de

télécommunications ont progressé, tandis que la chute de ses ventes d'appareils grand public (les smartphones, principalement) a pu être enrayer.

Le chiffre d'affaires de Huawei a progressé de 6,5 %, pour atteindre 144,2 milliards de yuans (19,5 milliards d'euros) au troisième trimestre 2022, selon les chiffres publiés volontairement par l'entreprise et non soumis à audit, le groupe n'étant pas coté en Bourse.

Chute du chiffre d'affaires

Touché par une première volée de sanctions en 2019, Huawei avait vu son chiffre d'affaires chuter après une nouvelle salve de restrictions, en 2020. Celle-ci resserrait encore plus l'eau, en interdisant à toute entreprise utilisant des produits (composants ou logiciels) américains de collaborer avec le groupe chinois. L'entreprise avait alors dû se passer des services de TSMC, le leader mondial de la production de semi-conducteurs, qui fabriquait les puces Kirin, la filiale de Huawei pour le design de puces.

Déjà empêchés d'utiliser les services de Google, les smartphones Huawei, privés de 5G, ont

donc dû se contenter de la 4G, de quoi refroidir les consommateurs. Résultat, en 2021, une chute de plus de 50 % des ventes de smartphones pour l'entreprise (qui concurrençait Apple pour la deuxième place mondiale derrière Samsung), avec un chiffre d'affaires en baisse de 28,6 %. Le groupe avait réussi à maintenir des profits en vendant sa marque Honor, qui peut ainsi échapper aux sanctions américaines.

Investissement dans le cloud

Pour survivre à ces sanctions, Huawei a investi massivement dans de nouveaux secteurs, dans lesquels les semi-conducteurs sont moins essentiels. Dans le cloud, l'entreprise progresse rapidement, notamment grâce à ses bonnes relations avec les autorités chinoises : sur le marché domestique, l'entreprise occupe la deuxième place, derrière Alibaba et devant Tencent.

En complément, Huawei propose aussi des solutions pour la « ville intelligente » et la surveillance (caméras et logiciels). La société a développé un système d'exploitation pour les voitures connectées, utilisable par n'importe quel constructeur, et pousse des recherches sur la conduite autonome. Toujours du côté de l'automobile, le groupe a lancé son propre véhicule électrique en septembre 2022.

L'entreprise propose par ailleurs une large gamme d'objets connectés, comme des montres intelligentes. Dans le même temps, la société investit massivement dans l'écosystème chinois des semi-conducteurs, dans l'espoir de pouvoir remplacer, à terme, les composants américains. Le retard chinois en la matière est toutefois colossal.

Air India écope d'une amende après qu'un passager a uriné sur une femme

La compagnie indienne Air India a écopé d'une amende de plus de 49 000 dollars pour sa gestion d'un incident impliquant un cadre d'une banque américaine ivre, accusé d'avoir uriné sur une passagère, ont rapporté vendredi des médias indiens.

À bord d'un vol New York-New Delhi le 26 novembre, l'homme, actuellement emprisonné pour cette affaire et niant les faits, aurait uriné sur une femme de 72 ans assise en classe affaires, selon les médias qui surnomment cette affaire le « pipigate ».

Le régulateur indien de l'aviation civile a également infligé une amende de 300 000 roupies (environ 5 000\$ CAD) au directeur des services en vol d'Air India, ont expliqué des médias locaux vendredi et samedi.

Le pilote du vol a quant à lui vu sa licence suspendue pendant trois mois pour avoir « manqué à son devoir » d'assurer la sécurité et la discipline dans l'appareil.

Le banquier, un citoyen indien du nom de Shankar Mishra, avait été autorisé à partir sans encombre après l'atterrissement, sans recevoir de sanction dans l'immédiat.

La victime s'était alors plainte de la situation et, après que l'histoire eut été largement relayée par les médias, la police a fini par arrêter l'homme des semaines plus tard.

La banque américaine Wells Fargo l'a ensuite licencié de son poste de vice-président de sa filiale indienne à cause de ces accusations « profondément dérangeantes ».

Le directeur général d'Air India, Campbell Wilson, avait été forcé de présenter des excuses face à des vives critiques.

M. Mishra s'est depuis vu refuser une libération sous caution. Son avocat, Ramesh Gupta, a affirmé lors d'une audience la semaine dernière que la victime, une danseuse classique indienne, s'était en fait uriné dessus.

Selon des médias indiens, le conseil de M. Mishra a aussi expliqué qu'il était impossible que son client ait uriné sur elle sans faire de même sur une autre passagère proche, qui « n'a pas porté plainte ».

Il s'agit du dernier incident en date pour le florissant secteur du transport aérien indien, après des bagarres et des disputes avec du personnel aérien ces derniers mois.

Un autre passager ivre avait été accusé d'avoir uriné sur la couverture d'une femme lors d'un vol reliant Paris à l'Inde le mois dernier, mais aucune mesure n'a été prise, l'homme ayant adressé des excuses, selon plusieurs médias.

Cameroun : après l'assassinat du journaliste Martinez Zogo, colère et peur chez ses pairs

Le directeur général de la radio privée Amplitude FM, basée à Yaoundé, dénonçait dans son émission l'affairisme et la corruption dans le pays.

Prince Nguimbous ne cache ni sa colère, ni sa peur. Une affiche sur le ventre : « Si je parle, je meurs », il rend lundi 23 janvier un dernier hommage, comme une centaine de journalistes camerounais, à Martinez Zogo, enlevé et retrouvé mort, le corps mutilé.

Ses confrères et consœurs sont venus déposer fleurs et bougies au siège de sa radio privée Amplitude FM, à Yaoundé, où il animait quotidiennement une émission dénonçant l'affairisme et la corruption au Cameroun dirigé d'une main de fer depuis plus de 40 ans par un même homme, Paul Biya, et son tout-puissant parti.

Enlevé le 17 janvier dans la banlieue de la capitale, devant un poste de gendarmerie, Arsène Salomon Mbani Zogo, dit « Martinez », 50 ans, est retrouvé mort cinq jours plus tard dimanche. « Son corps a manifestement subi d'importants sévices », a annoncé le gouvernement.

« Journaliste respecté (...), il dénonçait régulièrement des détournements de fonds présumés par des personnalités connues, notamment du monde des affaires. Son probable assassinat s'ajoute à la trop longue liste des personnes tuées, violées, condamnées ou intimidées au Cameroun pour s'être exprimées sur des violations des droits humains, et cela dans une impunité totale », s'est émue lundi



Amnesty International dans un communiqué.

La peur est palpable

« Il est allé à la gendarmerie, il a crié, mais personne n'a rien fait », s'énerve Chantal Roger Tchuile, directeur du journal La tribune de l'Est. « C'est le règne de la terreur. On a l'impression que si un journaliste parle, il va mourir », abonde Prince Nguimbous devant le correspondant de l'AFP.

Quand les photographes s'intéressent à lui, ses confrères, tout de noir vêtus pour la plupart, hésitent à s'associer à sa colère, certains s'écartent même pour ne pas être sur la photo. Car la peur, qu'ont sans doute voulu instiller les assassins de Martinez Zogo dans la profession, est palpable. « On m'a dit que je suis une cible, mais je suis étonné que la police ne se soit pas encore rapprochée de moi », ose pourtant le

directeur de la publication d'un journal. Mais il requiert l'anonymat, pour sa sécurité.

A Douala, la capitale économique, les langues se déliaient plus facilement lundi au sein de plusieurs groupes de la société civile et d'ONG rassemblés pour une conférence de presse au siège du Réseau des défenseurs des droits humains en Afrique centrale (Redhac), dans un pays où des journalistes et des opposants passent facilement de longues périodes derrière les barreaux, parfois sans jugement, selon les ONG nationales et internationales.

« Nous appelons le peuple à se mobiliser face à cette terreur étatique instaurée au Cameroun, pour exiger un Etat de droit », assène Philippe Nanga, représentant d'Un Monde Avenir. Maximilienne Ngo Mbe, militante emblématique des droits humains et présidente du Redhac, qui lit leur déclaration conjointe, dénonce « l'enlèvement », la

« torture » et « l'assassinat » de Martinez Zogo. Les « commanditaires et exécutants », « ils sont connus », lit-elle posément. Sans en dire plus.

« Les journalistes paient un lourd tribut »

Le gouvernement, qui d'ordinaire ne communique jamais avant plusieurs jours, s'est fendu d'un inhabituel communiqué le jour même de la découverte macabre. Des enquêtes sont ouvertes « pour retrouver et traduire devant la justice les auteurs de ce crime odieux », promet-il, martelant : « Le Cameroun est un Etat de droit, où les libertés sont garanties, y compris la liberté de la presse. »

« Les journalistes paient un lourd tribut au Cameroun depuis que l'Etat a décidé du recul des libertés fondamentales et installé la dictature. Broyant au passage et en laissant les prédateurs des deniers publics broyer toutes celles et ceux qui essayent de donner la vraie information aux populations qui sont plongées dans la misère du fait de leur bousculade », proclame encore les ONG à Douala, citant les cas emblématiques de journalistes ou opposants emprisonnés.

« C'est un grave coup porté à la démocratie et à la liberté de la presse », écrit lundi l'ONG Reporters sans frontières (RSF) qui appelle Yaoundé à « mettre un terme au climat de violence pour les professionnels des médias ». Et RSF cite le cas du reporter de Cameroun Web, Paul Chouta, critique du pouvoir, enlevé par plusieurs hommes le 9 mars 2022, violemment agressé avant d'être laissé pour mort sur le bord de la route.

Démographie : nier ses fragilités n'aidera pas la Chine

En 2022, le pays le plus peuplé au monde a vu sa population décroître pour la première fois depuis soixante et un ans, mais le sujet est largement nié par les autorités.

La supériorité du système politique chinois, selon ses dirigeants et ses thuriféraires, serait d'être davantage à même de penser le long terme que les démocraties. Un domaine essentiel semble pourtant faire exception, voire démontrer le contraire : la démographie. Alors que les autorités chinoises viennent de reconnaître que le pays le plus peuplé du monde a commencé en 2022 à voir sa population décroître, une première depuis soixante et un ans, elles minimisent le phénomène en feignant de croire que celui-ci est lié au Covid-19. Il n'y aurait donc pas à s'inquiéter.

Or tout indique l'inverse. La fin de la politique de l'enfant unique n'a donné lieu à aucun baby-boom, bien au contraire. Le taux de fécondité diminue chaque année et est même plus faible qu'il ne l'était durant les trente-cinq années (1979-2015) qu'a duré cette mesure. Résultat : selon l'ONU, la Chine pourrait perdre environ la moitié de sa population d'ici à la fin du siècle.

La Chine n'est en rien une exception. Elle suit la même trajectoire que le Japon, la Corée du Sud et Taïwan. Mais, à la différence de ces pays, le sujet ne fait en Chine l'objet d'aucun débat public. Il est même largement nié par les autorités. C'est que le déclin démographique constitue un défi majeur pour Xi Jinping. Celui-ci affirmait lors du 19e congrès du Parti communiste chinois en 2017 que « l'Est, l'Ouest, le Sud, le Nord, le centre, le parti dirige tout ». La baisse de la fécondité prouve qu'il n'en est rien. On peut d'ailleurs s'en féliciter. De plus, même si celle-ci n'est pas uniquement



due à la nature politique du régime, puisque des démocraties y sont également confrontées, elle rend le « rêve chinois » encore plus inaccessible.

Croissance économique en déclin

Plus les années vont passer, plus il va être difficile à la Chine d'innover. Non seulement parce que les jeunes vont être de moins en moins nombreux à entrer sur le marché du travail, mais aussi parce que ses dépenses sociales pour répondre au vieillissement de la population vont bondir. Une diminution de la population n'est pas forcément une catastrophe. Mais elle oblige les gouvernements à faire des choix douloureux, à aborder des sujets impopulaires comme

l'allongement de la durée de la vie active ou l'augmentation de l'immigration. La Chine n'y est aucunement préparée et, contrairement à ce qu'elle affirme, son système politique constitue un handicap.

A force de ne promettre que des lendemains qui chantent et de ne publier que les statistiques qui sont favorables au régime, le Parti communiste chinois ment à la population et se voile la face. Grisé par une croissance économique exceptionnelle durant un quart de siècle, le parti est convaincu que ses succès passés lui garantissent un avenir radieux. A tort, probablement.

Depuis l'arrivée de Xi Jinping au pouvoir

en 2012, la croissance économique décline tendanciellement. En 2022, la Chine a même enregistré une croissance plus faible que ses voisins de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est. Désormais vu comme un rival par nombre de pays occidentaux, le pays fait face à la fois à des défis géopolitiques, des déséquilibres économiques et des problèmes sociaux considérables. Ce n'est pas une bonne nouvelle pour la Chine, dirigée par un bientôt septuagénaire qui entend bien rester encore dix ou quinze ans au pouvoir. Mais si le régime se crispe, cela risque de ne pas en être une non plus pour le reste du monde.

L'éducation à la sexualité, un «outil d'émancipation» encore trop peu appliquée en France

Face au constat préoccupant d'une société encore marquée par l'inégalité entre les femmes et les hommes, le Haut conseil à l'égalité propose un plan d'urgence massif, notamment la garantie des séances d'éducation à la sexualité. Face à l'influence de la pornographie chez les jeunes, les professionnels s'inquiètent que ces séances, pourtant prévues par la loi, soient trop peu souvent mises en place dans les établissements scolaires.

Le sexism perdure en France, y compris chez les jeunes. C'est le constat dévoilé par le Haut conseil à l'égalité (HCE), à l'occasion de la journée de lutte contre le sexism, mercredi 25 janvier. "Les jeunes générations sont les plus touchées", écrit le HCE, qui recommande notamment l'instauration d'une obligation pour la tenue des enseignements à la sexualité et à la vie affective, prévus par la loi.

Celle-ci, datant de 2001, impose trois cours par année scolaire de la maternelle au lycée. Dans les faits, la directive est peu appliquée dans les établissements scolaires.

Seuls 15 % des lycéens et 20 % des collégiens bénéficient de ces séances, selon le rapport de l'Inspection générale de l'Éducation remis en juillet 2021, rendu public un an plus tard. De même, une enquête du collectif féministe #NousToutes, réalisée entre 2021 et 2022 montrait que les élèves n'avaient bénéficié en moyenne que de 13 % du nombre de séances prévues, soit 2,7 au lieu des 21 séances qu'ils auraient dû avoir sur l'ensemble de leur scolarité.

Le porno, souvent seule référence des ados

Margot Fried-Filliozat est sexothérapeute et intervenante en éducation sexuelle en région parisienne. Deux semaines avant chacune de ses interventions, une boîte à questions anonymes est mise à disposition des élèves de quatrième et de troisième. "À cet âge, leurs interrogations tournent beaucoup autour des normes et des obligations pour être accepté par le



groupe", relate Margot Fried-Filliozat, qui donne un exemple qui l'a marquée : "Suis-je obligée de tout faire (vagin et anus) lors de ma première fois ?", avait questionné une adolescente.

Mais d'autres questions vont beaucoup plus loin raconte l'intervenante. "C'est quoi le bukkake ? Est-ce que la zoophilie c'est bien ?" En cause : la pornographie, souvent seule référence des adolescents, qui influence leur perception de la sexualité. Chez les 18-24 ans, un jeune sur trois estime que la pornographie est un moyen comme un autre de faire son éducation sexuelle, selon la dernière enquête de l'association Mémoire Traumatique et Victimologie, conduite par Ipsos.

En septembre dernier, un rapport parlementaire appelait le gouvernement à lutter contre les dérives de l'industrie pornographique, contenant par ailleurs plusieurs propositions pour empêcher les mineurs d'accéder au contenu pornographique sur Internet. Une précaution qui s'impose en théorie aux diffuseurs mais qui, dans les faits, n'est pas appliquée.

Ainsi, les séances d'éducation à la sexualité s'imposent comme un levier de lutte contre les violences sexistes et sexuelles, permettant d'enseigner la notion du consentement. "Quand ils voient que j'emploie les

vrais mots et que je n'hésite pas, il y a une prise de parole beaucoup plus libre", raconte Margot Fried-Filliozat qui relate des échanges "authentiques et sans tabou" avec les jeunes.

En grande majorité, ces séances ne sont pas dispensées par des professionnels mais par les professeurs de SVT (Sciences de la vie et de la terre), précise l'enquête de #NousToutes. Et les thèmes abordés font en réalité déjà partie du programme scolaire. "Savoir où se situent les trompes de Fallope, c'est insuffisant ! La reproduction, ce n'est pas la sexualité", martèle Margot Fried-Filliozat.

Une société patriarcale "aux rôles bien genrés"

Pour de nombreux mouvements féministes, l'école a un rôle déterminant dans la prévention contre les violences sexistes et sexuelles. Chaque année, le Planning familial intervient auprès de 150 000 jeunes dans 3 500 établissements scolaires, de la primaire à la terminale. "L'éducation à la sexualité, c'est un outil d'émancipation individuel et collectif", affirme Sarah Durocher, co-présidente nationale du Planning familial. "C'est développer son esprit critique et faire ses propres choix."

Car les violences sexistes et sexuelles découlent "de la société patriarcale où les

rôles sont bien genrés", poursuit-elle. "On se rend compte que dans les livres, les dessins animés et les films, on est sur des relations très hétérocentrées. Questionner le rôle de la femme dans un conte, dès le plus jeune âge en primaire, et donc de questionner ce qu'il se passe à la maison, cela permet de mettre une petite graine dans la tête sur des choses qui ont toujours été affirmées."

Dans l'article du Code de l'éducation, les thèmes à aborder lors de ces séances sont la contraception, les maladies sexuellement transmissibles, la puberté ou encore les préjugés sexistes et homophobes. "La loi est très bien faite, on ne veut pas la changer", précise Sarah Durocher. "Malheureusement, elle n'est pas effective", explique-t-elle, dénonçant le manque de volonté politique affirmée et de moyens financiers.

En revanche, pour Ginevra Bersani, économiste et co-auteure de "Le coût de la virilité" (éd. Anne Carrière), "il n'y a pas une réponse universelle qui peut être apportée par l'école à elle seule. Il faut faire attention quand on parle d'échec des politiques publiques parce que l'éducation se fait à tous les niveaux, en famille, dans le cadre religieux, à la télévision, etc."

L'économiste rappelle qu'il n'y a pas que les femmes qui sont victimes du patriarcat. "Les garçons sont aussi victimes d'un système qui les empêche de parler, de ressentir des sentiments et d'en parler", explique-t-elle. "Il y a un tabou sur le fait de faire sortir les émotions et les sentiments, parce que ça sort du cadre de l'homme fort, courageux, qui n'a peur de rien."

Les jeunes sont conscientisés sur la question des violences depuis le mouvement #MeToo et la libération de la parole. Margot Fried-Filliozat observe, en classe, que de plus en plus de jeunes filles militent pour les droits des femmes. "Certaines n'hésitent pas à intervenir. Je me souviens de l'une d'elle lancer en classe : 'Bien sûr que les filles se masturbent, c'est important !'", raconte l'intervenante, qui salue les nombreux comptes dédiés à l'éducation à la sexualité qui se multiplient sur les réseaux sociaux ces dernières années. Snapchat, YouTube, et TikTok permettent aussi aux jeunes de poser des questions qu'ils n'osent poser à personne.

THE BUILDING AND LAND USE PERMIT GUIDE NEWSPAPER NOTICE FOR BUILDING & LAND USE PERMIT APPLICATION

NOTICE FOR PERMISSION FOR LAND USE

Take notice that Mr Rajkumar Bhudoye will apply to the District Council of Savanne for a Building and Land Use Permit for a proposed conversion of an existing groundfloor residential building to be used as General Retailer - Foodstuff (excluding Liquor) and Non-Foodstuff (foodstuff predominant) at Corner Vivekananda Lane and Royal Road La Flora.

Any person feeling aggrieved by the proposal may lodge an objection in writing to the above-named Council within 15 days as from the date of this publication.

Date: 26/01/2023

NATURALIZATION

Notice is hereby given that Giacomo VALENTINI of Lot 9 (Unit 155), La Balise Marina, Black River is applying to the Minister for a certificate of naturalization and that any person who knows any reason why naturalization should not be granted should send a written and signed statement of the facts to the Secretary to Cabinet and Head of the Civil Service, Prime Minister's Office, Port Louis.

Spec Universe Ltd Vacancy for Optometrist

We are actively seeking for a talented and qualified optometrist to join our growing practice. You will be expected to use your skills and knowledge to provide high-quality vision care to our patients.

The ideal candidate should be customer service oriented with excellent analytical and communication skills.

As an optometrist you should be able to:

- Perform full comprehensive eye examinations.
- Diagnose visual problems such as myopia, hyperopia, astigmatism and presbyopia.
- Prescribe and dispense corrective ophthalmic lenses & contact lenses.
- Identify and assess eye defects and diseases.
- Have good record keeping skills

Minimum requirement:

- A degree in Optometry from a recognized institution.
- Ideally, a minimum of 2 years experience as optician or optometrist.
- Outstanding communication and interpersonal skills.
- In-depth knowledge of eye-related disorders and conditions.
- Customer service oriented.

If interested, please send your CV on Deepak.burut@hotmail.com or contact us on 5794 7962.

M-KIDS ASSOCIATION

151, Volcy des Sennevilles
Camp Chapelon, Port Louis
Tel: 260 4696

"Annual General Meeting"

Members are kindly invited to attend the AGM on Friday 10 February 2023 at M-Kids Learning Centre, 10, Robert Stein St, Camp Chapelon as from 07:00 p.m.

Agenda:

1. Welcome Address by the President.
2. Reading and Approval of the last General Assembly Minutes by the Secretary.
3. President's Report.
4. Treasurer's Report.
5. Estimated Budget for the Year 2023.
6. Election of Nine Board Members
7. AOB.

The Secretary

24/01/2023

Coupe Carabao

La frappe de Joelinton donne l'avantage à Eddie Howe en demi-finale

Newcastle a fait un pas de plus vers sa première finale de coupe nationale depuis 1999 avec une victoire 1-0 sur Southampton en difficulté, dont les malheurs ont été aggravés par le fait qu'ils avaient encore un autre but marqué par VAR et ont été réduits à 10 hommes tard.

Joelinton était coupable d'avoir rejeté ce qui semblait être la meilleure chance d'un match prudent lorsqu'il a été trouvé par Miguel Almiron au deuxième poteau, tirant sans but au-dessus de la barre avec le but bâton (53), avant d'expier son erreur précédente en tapotant le remplaçant à domicile. Centre d'Alexander Isak (73e).

Che Adams a gâché l'opportunité la plus présentable de Southampton avant l'ouverture du match, se classant deuxième dans un tête-à-tête avec "l'exceptionnel" Nick Pope (65), avant qu'Adam Armstrong ne soit ensuite refusé après avoir tâtonné le ballon sur la ligne (75), seulement pour que le VAR repère un handball dans la préparation - la deuxième fois en trois jours, les Saints ont vu des buts refusés après l'examen du VAR.

"Nous avons été victimes de quatre appels VAR contre nous [récemment]", a déclaré Nathan Jones après le match.

Le gardien de but des Magpies Pope a fait 10 apparitions et a fait face à 20 tirs depuis la dernière fois qu'il a concédé un but, ce qui a conduit Newcastle à garder plus de draps propres dans toutes les compétitions que toute autre équipe des cinq grandes ligues européennes.

"Nick a fait de gros arrêts aujourd'hui. Surtout celui contre [Che] Adams - c'était un grand moment dans le match. Il s'est levé pour nous comme il l'a fait toute la saison. Je ne peux pas le noter assez haut", manager Eddie Howe s'est régalé.

Les deux équipes se rencontreront à nouveau le 31 janvier pour décider qui remportera le prix d'une finale de Wembley fin février contre Nottingham Forest ou Manchester United.

NOTICE UNDER SECTION 117 OF THE INSOLVENCY ACT 2009

**RenYi Capital Limited
(In Liquidation)**

Notice is hereby given that following a special resolution of shareholders of RenYi Capital Limited ('the Company') passed on, 22 November 2022 I, Osman M. Badat of 4th Floor, Sharon House Building, Sir William Newton Street, Port-Louis have been appointed Liquidator of the Company.

The date of commencement of the liquidation is 22 November 2022.

Osman M. Badat, FCA
Licensed Insolvency Practitioner
RenYi Capital Limited (In Liquidation)
4th Floor Sharon House Building
Sir William Newton Street
Port-Louis
Tel: +230 2106921

NOTICE UNDER SECTION 137 (3) (b) OF THE INSOLVENCY ACT 2009

**RenYi Management Limited
(In Member's Voluntary Winding-up)**

The shareholder of RenYi Management Limited (the "Company") has passed the following special resolutions on 22 November 2022 in lieu of holding a special meeting in accordance with Section 117 of the Companies Act 2001:

- That the Company be wound up voluntarily under sections 139 to 141 of the Insolvency Act 2009;
- That Mr Osman M. Badat of 4th Floor Sharon House Building Sir William Newton Street Port-Louis be appointed as liquidator; and
- That the liquidator be and is hereby empowered to distribute to the Member, in specie or in kind, the whole or any part of the assets of the Company.

Dated this: 22 November 2022

By order of the board

**Southampton 0-1 Newcastle:**

d'Isak. Le remplaçant a contourné Caleta-Car et a posé le ballon sur une plaque pour le Brésilien au poteau arrière, qui a poussé dans le filet avec Gavin Bazunu bloqué.

"Le but était naïf", a conclu Jones.

"Ce fut un match difficile. Les deux équipes ont eu leurs moments si heureux de remporter la victoire, mais ce n'est que la mi-temps. Nous n'étions pas cliniques jusqu'au but de Joe. Je ne peux en aucun cas critiquer l'équipe, ça a été un bonne journée pour nous.

"Il y a beaucoup à jouer dans le match nul. Nous avions besoin de Nick [Pope]. Très heureux de voir VAR intervenir [pour refuser le but de Southampton].

"Les deux arrêts effectués par Nick ont été de grands moments dans le match. C'était un moment énorme dans le match, Nick s'est levé. Il a été exceptionnel pour nous cette année. Il a une excellente défense devant lui, mais chaque fois qu'il en a besoin, il a produit le des biens pour nous."

L'entraîneur de Southampton, Nathan Jones :

"Je suis vraiment fier du niveau de performance. C'est une équipe difficile à affronter. Je pensais que nous étions excellents et pour nous, pour concourir comme nous l'avons fait, nous avons parcouru un long chemin. En seconde période, nous avons vraiment fait un pas en avant. il et manquait juste un peu de qualité.

"De nos jours, vous ne pouvez pas célébrer un but parce que vous ne savez pas ce qui va se passer. On ne sait jamais. Nous avons été victimes de quatre buts VAR [récemment]. C'est vraiment décevant. Pas de problème avec les officiels ou quoi que ce soit, il a été donné dans le studio VAR.

NOTICE FOR BUILDING & LAND USE PERMIT APPLICATION**Notice for Permission for land Use**

Take notice that we, Mr & Mrs Jevin Arvish BALLGOBIND wall apply to the District Council of Rivière du Rempart for a Bulding & Land Use Permit for a proposed Multi-Purpose Hall which consists of: Proposed Ground floor C.I.S Rulding to be used as wedding hall including parting & proposed ground floor concrete building to be used as residential unit at Lot 4 & 5, Sandokan Road, Reunion Maurel-Rivière du Rempart:

Any person feeling aggrieved by the proposal may lodge an objection in writing to the above- named council within 15 days as from the date of this publication.

Date: 24th January 2023

**Fish Talk Ltd
(the Company)**

(In Liquidation)

Notice is hereby given that a special resolution (final meeting) of Fish Talk Ltd will be passed on 24 February 2023 at 10h30 for the purpose of transacting the following business:

To receive and adopt final account on winding up

Dated 24 January 2023

OsmanMahmadBadat (FCA)
Liquidator

NOTICE UNDER SECTION 311 (2) OF THE COMPANIES ACT 2001

Notice is hereby given that "VouchBase" Holding a Global Business Licence and having its Registered office at Level 2 Max City Building, Remy Ollier Street, Port-Louis, Mauritius is on this **24th day of January 2023** applying to the Registrar of Companies to be removed from the Register of Companies under Section 309 (1) (d) of the Companies Act 2001.

Notice is hereby also given that the company has ceased to carry on business, has discharged in full its liabilities to all its known creditors, and has distributed its surplus assets in accordance with its constitution and the Companies Act 2001.

Any objection to the removal of the company under Section 312 of the Companies Act 2001 is to be made in writing to the Registrar of Companies by latest on the **24th day of February 2023**.

Virtual Secretaries Limited
Corporate Secretary
Date: 24 January 2023

NOTICE UNDER SECTION 137 (3) (b) OF THE INSOLVENCY ACT 2009

**RenYi Capital Limited
(In Member's Voluntary Winding-up)**

The shareholder of RenYi Capital Limited (the "Company") has passed the following special resolutions on 22 November 2022 in lieu of holding a special meeting in accordance with Section 117 of the Companies Act 2001:

- That the Company be wound up voluntarily under sections 139 to 141 of the Insolvency Act 2009;
- That Mr Osman M. Badat of 4th Floor Sharon House Building Sir William Newton Street Port-Louis be appointed as liquidator; and
- That the liquidator be and is hereby empowered to distribute to the Member, in specie or in kind, the whole or any part of the assets of the Company.

Dated this: 22 November 2022

By order of the board

Foot News

Jakub Kiwior: Arsenal signe le défenseur polonais de Spezia dans un accord d'une valeur de 20 millions de livres sterling

Arsenal a finalisé la signature du défenseur polonais Jakub Kiwior de Spezia dans le cadre d'un accord d'une valeur de 20 millions de livres sterling.

Le joueur de 22 ans, qui a signé un contrat de quatre ans et demi avec l'option d'une année supplémentaire à l'Emirates Stadium, devient la deuxième signature des dirigeants de la Premier League en janvier après l'arrivée de Leandro Trossard de Brighton pour 27 millions de livres sterling.

Kiwior à propos de son arrivée à Arsenal :
"C'est le summum"

À la fin de son déménagement dans le nord de Londres, Kiwior a déclaré: "Quand j'ai vu mon nom sur un maillot d'Arsenal pour la première fois, j'ai juste ri! J'étais si heureux de voir mon nom sur le maillot d'un si grand club. Pour moi, c'est un moment incroyablement heureux et le summum de jouer pour un si grand club.

"J'ai toujours rêvé de jouer en Premier League. Je savais que ce ne serait pas facile, et si j'en avais l'occasion, je savais que je devrais en profiter au maximum car c'était l'un de mes plus grands rêves. Pour moi, c'est la meilleure ligue, je suis ravi d'être ici.

"C'est énorme pour moi qu'Arsenal soit intéressé et que je puisse être ici. Je suis conscient qu'Arsenal est un club énorme dans une ligue supérieure, donc je n'ai pas vraiment eu à penser à autre chose. J'étais juste extatique et voulait vraiment venir.

"J'adore passer le ballon. J'aime les équipes qui déplacent le ballon et essaient de créer des occasions de cette façon. Donc, je suis heureux d'être venu dans une équipe comme celle-là."



Kiwior a été sélectionné neuf fois par la Pologne et a commencé ses quatre matchs à la Coupe du monde au Qatar.

Arsenal recherchait un défenseur central gauche, Kiwior devant fournir une concurrence à Gabriel.

Le directeur sportif des Gunners, Edu, a déclaré : "Nous sommes ravis d'avoir finalisé la signature de Jakub Kiwior. C'est un jeune talent que nous surveillons depuis un moment maintenant. Nous sommes maintenant tous impatients de travailler avec Jakub et de voir son développement continu." avec nous. Nous souhaitons la bienvenue à Jakub à Arsenal."

Le manager Mikel Arteta a ajouté : "C'est formidable que Jakub nous rejoigne. C'est un jeune défenseur polyvalent

qui a montré un potentiel et des qualités énormes avec Spezia en Serie A, ainsi qu'au niveau international avec la Pologne.

"Jakub est un joueur qui nous apportera force et qualité à notre unité défensive. Nous souhaitons la bienvenue à Jakub et à sa famille à Arsenal et nous sommes impatients de travailler avec lui."

Kiwior était présent à l'Emirates Stadium pour la victoire 3-2 d'Arsenal sur Manchester United lors du Super Sunday, même si son arrivée au club n'était pas encore annoncée.

"Arsenal a eu un très bon mercato.

"Ils ont acheté exactement ce que Mikel Arteta a demandé et c'est toujours bon signe, quand vous sentez qu'un accord n'est pas bon, de s'en éloigner. Je pense que c'est ce qui s'est passé en ce qui concerne l'accord pour Mykhailo Mudryk était concerné.

"Il y avait deux clubs intéressés par la signature de Mudryk et c'était Arsenal et Chelsea, et Arsenal n'était pas disposé à structurer un accord et à payer exactement ce que le Shakhtar voulait le vendredi. Le lendemain, Chelsea a accepté de payer et de structurer l'accord exactement comme le Club ukrainien recherché.

"Arsenal n'a pas pansé ses blessures. Quelques jours plus tard, ils sont passés à l'une de leurs autres cibles et ils ont signé Leandro Trossard. Ils ont économisé beaucoup d'argent qui aurait été dépensé pour Mudryk, et cet argent peut servir à signer quelqu'un. comme Declan Rice en été aussi.

"Si vous parlez aux fans d'Arsenal, oui, Mudryk est peut-être celui qui s'est échappé, mais je ne pense pas que le manquer définira la saison d'Arsenal."

Serie A. La Juventus Turin pénalisée de 15 points pour des transferts douteux

La Fédération italienne de football a annoncé vendredi 20 janvier que la Juventus Turin était pénalisée d'un retrait de 15 points en championnat par la justice sportive italienne en raison de fraudes comptables lors de transferts de joueurs. Cette sanction compromet ses chances de finir dans les quatre premiers de la Serie A et donc de disputer la Ligue des champions.

La sanction est tombée. La Juventus Turin a été pénalisée d'un retrait de 15 points en championnat par la justice sportive italienne en raison de fraudes comptables lors de transferts de joueurs, a annoncé vendredi soir la Fédération italienne de football.

D'abord acquittée

La Juve avait été acquittée avec dix autres clubs dans ce dossier au printemps 2022 mais la cour d'appel de la Fédération a accepté la demande du procureur fédéral de rouvrir le dossier, uniquement pour le club turinois, au vu des éléments transmis par la justice italienne qui enquête aussi sur les comptes de la « Vieille dame », selon un communiqué de la Fédération.

En infligeant à la Juve cette pénalité de 15 points au club italien, « à purger dans la saison en cours » selon les termes de ce communiqué, l'instance est allée au-delà des réquisitions du procureur qui avait demandé un retrait de neuf points.

La cour d'appel a en outre infligé de longues suspensions à l'encontre des ex-dirigeants du club turinois : deux années et demie à l'encontre de l'ex-directeur sportif Fabio Paratici, aujourd'hui à Tottenham, et deux années pour l'ex-président Andrea Agnelli, qui a officiellement quitté ses fonctions cette semaine. Là aussi, les sanctions sont plus fortes que les réquisitions du pro-



cureur fédéral Giuseppe Chinè.

La Ligue des champions tombe à l'eau ?

La Juventus a la possibilité de contester devant le Comité olympique italien (Coni) cette sanction qui compromet grandement ses chances de finir dans les quatre premiers de la Serie A et donc de disputer la saison prochaine la lucrative Ligue des champions.

Si d'autres clubs avaient été poursuivis à l'origine, la Juventus a toujours été en première ligne dans ce dossier, accusée d'avoir notamment surévalué les prix de vente de certains joueurs pour enregistrer des plus-values artificiellement gonflées dans ses comptes. La Juve fait également l'objet d'une enquête judiciaire sur de possibles fraudes comptables pour limiter artificiellement ses pertes dans ses bilans présentés aux investisseurs.

Le parquet de Turin a demandé début décembre le renvoi en procès d'Andrea Agnelli et de onze autres ex-dirigeants. Cette demande doit être examinée fin mars. Andrea Agnelli a annoncé sa démission fin novembre, sous la pression judiciaire. Son successeur à la présidence, Gianluca Ferrero, a été officiellement intronisé mercredi.

West Ham signe Danny Ings d'Aston Villa pour 15 millions de livres sterling

West Ham a finalisé la signature de Danny Ings d'Aston Villa dans le cadre d'un contrat de 15 millions de livres sterling.

Ings, 30 ans, rejoint le club de l'est de Londres jusqu'à l'été 2025 et sera disponible pour le match du club contre Everton samedi après que les documents pertinents auront été remplis avant la date limite de midi vendredi.

West Ham paiera un montant initial de 12 millions de livres sterling plus des modules complémentaires.

Ings, qui portera le maillot n° 18, a déclaré au site Web du club de West Ham: «Je suis vraiment ravi de rejoindre West Ham United.

«Il est important que je m'installe aussi vite que possible – et que je fasse les choses importantes sur le terrain pour West Ham.

«Nous avons des matchs énormes devant nous – et je suis venu ici pour essayer de marquer autant de buts que possible pour aider l'équipe à obtenir des résultats positifs. «J'ai vraiment hâte de



commencer.»

L'international anglais, qui a remporté trois sélections pour son pays, a marqué sept fois en 21 apparitions dans toutes les compétitions jusqu'à présent cette saison et a été le meilleur buteur de Villa.

West Ham a besoin d'un buteur et seuls les Wolverhampton Wanderers ont marqué moins que leurs 15 buts en Premier League cette saison.

L'équipe de David Moyes occupe la 18e place du classement de la Premier League, avec le même nombre de points que Southampton en 20e.

Maximo Perrone signe à City

Manchester City a finalisé la signature de Maximo Perrone en provenance de Velez Sarsfield.

Le milieu de terrain Argentin de 20 ans rejoint l'Etihad Stadium et signe un contrat de cinq ans et demi.



Perrone a fait ses débuts avec Velez en mars 2022 et a disputé 33 rencontres, toutes compétitions confondues, marquant trois fois et délivrant deux passes décisives.

Il a également aidé le club de Buenos

Aires à atteindre le dernier carré de la Copa Libertadores, mais a manqué les deux matchs de la défaite en demi-finale contre Flamengo.

Perrone a joué pour les U-16 argentins et fait partie de l'équipe nationale qui participe au championnat sud-américain U-20 en Colombie.

Suivant les traces de Julian Alvarez, vainqueur de la Coupe du monde 2022, qui a rejoint City l'année dernière, Perrone est le dernier d'une longue lignée d'Argentins à porter les couleurs de City.